

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 953
VENDREDI 20 AVRIL 2012

Dispensé de timbrage BREST CTC

Un choix exceptionnel

Le 15 avril, à Vincennes, devant plus de 100 000 personnes, François Hollande a rappelé que la victoire est possible mais que la campagne doit se mener jusqu'au bout.



« Il me revient de traduire ces colères en actes de gouvernement »

« C'est un choix exceptionnel, dans un moment exceptionnel que de désigner celui qui va diriger la France », a insisté le candidat socialiste.

« Nous avons d'abord à vaincre le fatalisme, la résignation et le découragement qui nourrissent l'abstention. Jusqu'au bout, je vous le promets, j'irai chercher tous ces électeurs pour les appeler, fièrement, à construire leur avenir ensemble, avec nous.

Nous avons aussi à convaincre les Français qui veulent sincèrement le changement sans savoir encore comment l'exprimer. Je leur dirai de ne pas se disperser, de ne pas se réfugier dans des votes sans lendemain ou, pire encore, de se perdre dans un vote indigne de la grandeur de la République.

J'entend, à mesure que je traverse la France, les colères qui tonnent contre l'accumulation des injustices, contre les désordres du monde, contre le saccage de la planète, contre le cynisme des marchés. Il me revient, parce que je suis le candidat de la Gauche, de les exprimer, de les porter. Mais, parce que je suis le candidat de la Gauche qui veut diriger la France, je dois traduire ces colères en actes de gouvernement. C'est ma responsabilité, revendiquée hautement, fièrement, le devoir de présider la France pour la faire avancer. Et de refuser la surenchère, la suspicion et la division. »

Nous avons aussi à nous méfier de nous-mêmes, » a prévenu François Hollande, « repousser l'anesthésiante euphorie, celle qui voudrait que nous ayons gagné avant que le premier bulletin de vote n'ait été glissé dans l'urne. Une victoire, elle ne se proclame jamais. Elle se mérite, elle se conquiert, elle s'arrache. Et c'est notre tâche, la mienne et la vôtre. »



Dossier de la semaine
Justice fiscale



Vie de la Fédération
Un programme cohérent



Interview
Droit à mourir dans la dignité

Avec Jean-Pierre Sueur

Enfin !

Il y a longtemps que les Français attendaient ce 22 avril. Depuis cinq ans, chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion, ils ont voté pour les candidats socialistes. Tous ceux qui se sont mobilisés pour les services publics, pour les retraites, pour les sans-papier, pour une politique plus juste auront, dimanche, en glissant le bulletin de François Hollande, la possibilité de donner un débouché politique à leurs combats.

L'élection présidentielle se joue en deux tours, mais c'est au premier que les électeurs peuvent donner la dynamique nécessaire pour que le 6 mai 2012 soit synonyme de victoire pour la gauche et de changement pour le pays.

PS29

A l'UMP, c'est flou



« C'est à bon droit que François Hollande a exprimé ses doutes sur la sincérité de la présentation des comptes publics faite par les ministres du candidat-sortant », a estimé Jérôme Cahuzac. Celui-ci annonce, en effet, via la porte-parole du gouvernement, son intention d'abaisser le déficit public en 2013 à 3% du PIB puis de l'annuler en 2016. « Or ce déficit devant être de 90 milliards d'euros fin 2012, c'est donc déjà un effort de 30 milliards d'euros qu'il faut demander aux Français, dès l'année prochaine. Un effort qu'il faudrait compléter les trois années suivantes de 60 milliards d'euros de plus, afin que le déficit public soit nul fin 2016 », précise le responsable du pôle budget finances, au sein de l'équipe de François Hollande.

Interrogée en Commission des finances, la ministre du Budget s'est avérée incapable de répondre aux trois interrogations suivantes :

- D'où proviendraient les recettes ou les économies dans la dépense permettant de réduire notre déficit public de 30 milliards d'euros, d'ici la fin de l'année 2013 ?

- D'où proviendraient les recettes ou les économies supplémentaires permettant de garantir l'annulation de notre déficit public en 2016 ?

- Comment expliquer autrement que par de nouvelles hausses d'impôts, l'annonce faite en Commission des finances, que le taux de prélèvements obligatoires augmenterait de 1,1 point de PIB à partir de 2013, soit 22 milliards d'euros demandés sans réforme fiscale préalable et, dès l'année prochaine, 25 milliards d'euros ? Dès lors, quelles seraient ces hausses d'impôts ?

« Faute de réponse chiffrées et crédibles, l'on ne peut que s'inquiéter de la sincérité d'une trajectoire de retour à l'équilibre des finances publiques », a déploré Jérôme Cahuzac. Plutôt que de s'indigner d'avoir à répondre à des questions d'intérêt général, le candidat-sortant devrait avoir l'honnêteté intellectuelle d'abord, d'assumer son bilan, ensuite de reconnaître que des hausses d'impôts sont inévitables, notamment pour acquitter la facture de son quinquennat. Il serait courageux, enfin, de préciser quels impôts nouveaux il créerait ou quels impôts existants il augmenterait. A défaut, le candidat-sortant ne fait pas preuve du « courage de la vérité », dont il se prévaut pourtant.

Justice fiscale

Jérôme Cahuzac est président de la commission des finances à l'Assemblée nationale et chargé du pôle budget, finances, fiscalité au sein de l'équipe de François Hollande. Le 10 avril, il a animé deux réunions publiques, à Guipavas et à Quimper, pour présenter les propositions fiscales de François Hollande.



Plus de 150 personnes à Guipavas

« La fiscalité est un moyen, pas une fin », a d'emblée souligné Jérôme Cahuzac. Or, en matière de fiscalité, gauche et droite s'opposent totalement. Pour la droite, il s'agit uniquement de financer l'État. Pour la gauche, l'impôt a, en plus, une valeur redistributive. La droite considère que la réussite de chacun ne s'explique que par le talent des individus. Or, c'est faux. Certes, le talent joue une part importante, mais la société joue un rôle non négligeable dans la réussite des citoyens.

Pour la gauche, l'impôt doit être progressif et il est normal que les plus riches contribuent plus que les autres.

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy doit être jugé à l'aune des promesses faites en 2007. Or, quel que soit le sujet, la France a perdu cinq ans, qu'il faudra maintenant rattraper. Toute la France ? Non. Les 16 000 foyers fiscaux les plus aisés se sont vus rembourser 600 millions d'euros. Au départ, cette mesure avait été présentée comme devant mettre fin aux prélèvements « confiscatoires » qui provoquaient la fuite des capitaux hors de France. Dans le même ordre d'idée, l'impôt sur les successions a été baissé. « Mais, il s'agit d'une escroquerie intellectuelle, puisque 80 à 85% des successions n'étaient déjà pas imposables ».

Avec Nicolas Sarkozy, ce sont les rentiers qui gagnent de l'argent, pas les salariés.

Le désendettement du pays est un impératif politique, économique et moral. Politique car, avec une dette qui représente 88% du PIB, le pays perd une part de sa souveraineté. Économique car, il faut que l'État puisse dégager des marges de manœuvres pour financer les investissements. Morale, enfin, car sans une action volontariste, maintenant, ce sont nos enfants, qui, demain, devront payer les conséquences des erreurs de Nicolas Sarkozy.

Il faudra, à la fois économiser mais aussi augmenter les impôts. « A structure fiscale constante, ce serait particulièrement injuste », a annoncé Jérôme Cahuzac. Pour que les Français acceptent cet effort, il faut, au préalable, réaliser une réforme fiscale. Elle reposera sur trois mesures principales : d'abord, aligner la fiscalité du capital sur celle du travail. Ensuite, instaurer une tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 45%. Enfin, plafonner les avantages des niches fiscales.

La fiscalité ne suffira pas à remettre de l'ordre dans les comptes publics. Des économies seront également nécessaires dans les finances de l'État, la protection sociale et les collectivités locales. « Cela passera par un nouvel acte de la décentralisation qui donnera plus d'autonomie aux collectivités et supprimera les doublons. Cela passera aussi par une réforme des prix des médicaments », a expliqué Jérôme Cahuzac.



Une réforme fiscale est indispensable

« Il faudra des efforts raisonnables, des sacrifices justes et partagés », a annoncé Jérôme Cahuzac. Les électeurs savent comment François Hollande va redresser les comptes publics. On ne peut pas en dire autant de Nicolas Sarkozy qui est bien plus précis sur la traçabilité de la viande halal que sur les comptes publics. 🙄

Un programme cohérent

D'abord, on mobilise les socialistes, puis les sympathisants et après on peut aller vers les électeurs. Voilà la méthode adoptée par les socialistes de la 8^e circonscription qui mènent la campagne pour François Hollande, autour de Gilbert Le Bris candidat aux Législatives. Et, elle semble efficace.



Une campagne de proximité

« Je me suis rendu dans toutes les sections, au début du mois de janvier, pour présenter les enjeux de l'élection présidentielle mais aussi pour écouter les militants », explique Gilbert Le Bris. Ensuite, il est plus facile d'aller à la rencontre des électeurs.

Dans la région de Concarneau/Quimperlé, les adhérents du PS ont été particulièrement actifs dans les porte-à-portes. C'est à l'occasion de ces rencontres qu'ils ont pu mesurer la montée de l'anti-sarkozysme. D'ailleurs, l'UMP

doit avoir mesuré le même phénomène puisque ses militants sont quasi absents de la campagne. C'est également à travers les porte-à-portes que la dynamique autour de François Hollande est apparue. « Les gens sont séduits par son côté raisonnable, la cohérence de son programme, son attitude digne et ses propositions fortes, comme celle visant à taxer à 75% les revenus

au-dessus d'un million d'euros par an », résume le candidat aux Législatives.

Avec sa suppléante Anne Maréchal, Michel Loussouarn, délégué de la circonscription, et l'ensemble des militants et des élus de la circonscription, Gilbert Le Bris est chaque jour en campagne. « Je suis présent sur tous les marchés de la circonscription », indique-t-il. Là aussi, le candidat aux Législatives entend les préoccupations des électeurs. « Ils me parlent de pouvoir d'achat de justice fiscale, d'emploi et de santé ». En outre, Emmanuel Todd a animé une réunion publique à Quimperlé et Harlem Désir va clore, le 20 avril, la campagne du premier tour à Moëlan-sur-Mer. En attendant d'autres événements entre les deux tours... 🌹

Interview

Droit à mourir dans la dignité

Avec Jean-Pierre Sueur



Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, est chargé, dans l'équipe de François Hollande, de tout ce qui concerne la fin de vie. Le 11 avril, à Landivisiau, avec Chantal Guittet, il a animé une réunion publique sur cette question.

avant toute réforme, il faut rééquilibrer les financements. A l'origine, la participation des Conseils généraux devait être identique à celle de l'État. Or, aujourd'hui, on en est à 72% pour les départements et 28% pour l'État.

Jean-Pierre Sueur : Oui. Cette proposition de loi, co-signée avec un collègue de l'UMP, prévoit la possibilité de répondre à la demande de malades en fin de vie, sous un certain nombre de conditions. Comme il faut que la personne fasse elle-même la demande, il est important de débattre de ce sujet et de faire savoir qu'il est possible de rédiger un testament dans lequel on peut indiquer vouloir refuser l'acharnement thérapeutique. En cas de malheur, cette disposition est vraiment importante pour les proches.

Cap Finistère : Vous êtes l'auteur d'un rapport sur l'APA. Que fera François Hollande sur le dossier de la dépendance ?

Jean-Pierre Sueur : L'APA, mise en place par le gouvernement Jospin, fut une grande réforme. Elle était déjà un premier pas vers le 5^e risque. Cette allocation concerne dix fois plus de personnes que la PSD qui existait avant. Les Français accepteront la création de cette nouvelle branche car il en va de la dignité de nos anciens.

François Hollande s'est engagé à multiplier par deux le plafond de l'APA pour les personnes les plus dépendantes. Mais,

Cap Finistère : Les Français sont majoritairement pour le droit à mourir dans la dignité ?

Jean-Pierre Sueur : Oui et François Hollande est très clair sur ce sujet, « je proposerai que toute personne majeure en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable, provoquant une souffrance physique ou psychique insupportable, et qui ne peut être apaisée, puisse demander, dans des conditions précises et strictes, à bénéficier d'une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité », indique-t-il dans la 21^e proposition de son projet.

Cap Finistère : Vous venez de déposer une proposition de loi sur cette question.

Les campagnes électorales sont des moments démocratiques où des débats sur un sujet comme la mort doivent être possibles. En tant que secrétaire d'État j'ai mis fin au monopole des pompes funèbres, mais en encadrant ce secteur de manière à éviter le mercantilisme à un moment où les familles sont particulièrement fragiles. 🌹

Agenda

20 avril

15 h 30 : Rassemblement convivial avec Harlem Désir à l'Avel mad sur le port de Brigneau à Moëlan-sur-Mer.

22 avril

8 h 00 à 18 h 00 : Premier tour de l'élection présidentielle (si vous êtes absent pensez aux procurations).
<http://www.procurations2012.fr>

23 avril

12 h 00 : Comité de campagne au siège de la Fédération, à Quimper.

6 mai

8 h 00 à 18 h 00 : Second tour de l'élection présidentielle (si vous êtes absent pensez aux procurations).
<http://www.procurations2012.fr>

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 953 - Vendredi 20 avril 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Le Pen Er-Maez(*)



« Nous ne pouvions pas laisser Jean-Marie Le Pen venir dans le Finistère sans réagir, surtout, la semaine de la disparition de Raymond Aubrac », a indiqué Richard Ferrand, le 14 avril, à Port-Launay.

Alors que le fondateur du Front national ripaillait avec une cinquantaine de militants dans un restaurant, une centaine de personnes, du PS, du MJS et du NPA participaient à un pique-nique citoyen, sur l'aire de Guily-Glaz.

Richard Ferrand a rappelé que, durant cette campagne présidentielle, au-delà des différences, la gauche devait se retrouver autour de combats communs comme la lutte contre le racisme et la xénophobie.

(*) *dehors*

Le Conseil général rencontre l'ADMR

Le 11 avril, Pierre Maille, Président du Conseil général et Nathalie Sarrabezolles, vice-présidente du Conseil général, Présidente de la Commission des solidarités, ont réuni au Conseil général les présidents des associations locales de l'ADMR, les présidents des groupements et la présidente, Francine L'Hour.

Pierre Maille a redit sa priorité : assurer la continuité d'un service de qualité auprès des personnes âgées, sur l'ensemble du Finistère.

Il a réaffirmé sa confiance dans les associations locales et a indiqué sa volonté d'apporter à chacune des associations le soutien technique des services du Conseil général, afin de permettre la poursuite des activités dans des conditions économiques durables.

Chaque association locale bénéficiera d'une autorisation administrative, de la part du Conseil général, nécessaire à la poursuite de ses activités.

Les nombreux échanges qui ont nourri cette rencontre, témoignent de la forte mobilisation et de la solidarité des acteurs de l'aide à domicile dans l'objectif de poursuivre leurs missions dans un climat de confiance et de sérénité partagé.

Paroles, paroles, paroles

Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen, a vivement réagi suite aux propos tenus par Nicolas Sarkozy à propos de la banque centrale européenne. « *Le Garcimore de la politique française a, une nouvelle fois, volé une idée à la gauche* », a-t-elle ironisé.

Instable et inconstant, le candidat-président a déclaré, le 15 avril, place de la Concorde vouloir ouvrir le débat sur le rôle de la BCE pour soutenir la croissance dans les pays de la zone euro.

« *Principal regret d'abord, l'absence d'Angela Merkel à ce meeting : nous aurions grandement souhaité voir l'expression de son visage en écoutant ces paroles qui brisent le pacte qu'ils avaient conclu* », a indiqué Catherine Trautmann.

Nicolas Sarkozy a participé à une quantité astronomique de sommets de la « *dernière chance* », où il n'a jamais abordé ni ce sujet, ni la moindre proposition en faveur de la croissance et de l'emploi.

La déclaration du 15 avril n'efface pas ce double échec. Après chacun de ces sommets, la crise s'est au contraire aggravée. La courte accalmie sur les marchés financiers que nous avons connue s'explique seulement par la politique discrètement menée par la BCE.

Tous les observateurs, économistes et journalistes spécialisés s'accordent à dire, aujourd'hui, que nous avons besoin d'une véritable stratégie de croissance pour que l'Europe s'en sorte, stratégie qui fait défaut tant le disque rayé de la droite reprend en boucle « *l'austérité, l'austérité, l'austérité* ».

Pour mener le changement en Europe, il faut voter massivement, dès le 22 avril prochain, pour François Hollande, le seul candidat qui s'est engagé, dès le début, en faveur d'une autre Europe et qui proposera, dès son élection, un memorandum pour renégocier le traité de discipline budgétaire, dont Nicolas Sarkozy est le co-auteur.

« *Face aux faiblesses et errements de Nicolas Sarkozy dans les négociations européennes, la détermination sans faille de François Hollande redonnera à l'Europe une perspective politique crédible, porteuse de croissance et d'emplois* », a rappelé Catherine Trautmann.

Annonces légales & judiciaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mars 2012 de la **SARL IZHAAC DISTRIBUTION**, au capital de 5 000 euros, 534 714 324 RCS BREST, a décidé le transfert du siège social du 122, rue Jean Jaurès - 29200 BREST au 182, rue Jean Jaurès - 29200 BREST, à compter de ce jour.

Pour avis,
La Gérance.

GAEC AR COAT MORVAN
Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
Au capital de 30 750 euros
Siège social : Coatmeur
29490 GUIPAVAS
334 593 969 RCS BREST

Aux termes d'un acte unanime des associés du 24 février 2012, le capital a été réduit d'une somme de 15 750 euros par annulation de 1 050 parts sociales de 15 euros chacune.

Il résulte de ces modifications que le capital social est désormais de 15 000 euros. Il est divisé en 1 000 parts sociales de 15 euros.

Aux termes dudit acte unanime, Monsieur David MORVAN a démissionné de ses fonctions de gérant avec effet au 31 mars 2011.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

RCS : BREST.

Pour avis.

LCE - CABINET DRONIOU
SELAS D'AVOCAT
20, quai Commandant Malbert - BP 51053
29210 BREST CEDEX 2
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

S2PC

SARL au capital de 10 000 euros
Siège social : 12, Boulevard Gabriel Lippman
ZAC de Kergaradec - 29850 GOUESNOU

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 6 avril 2012, il a été constitué une société aux caractéristiques suivantes :

Dénomination :

S2PC.

Forme : Société à Responsabilité Limitée à Associé Unique.

Siège social : 12, Boulevard Gabriel Lippman - ZAC de Kergaradec - 29850 GOUESNOU.

Objet : Entreprise générale de peinture, ravalement, traitement des façades et toiture, revêtements de sols, isolation et travaux de tous corps d'état en neuf et rénovation.

Capital social : 10 000 euros.

Durée : 50 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Gérant : Monsieur Jean-Louis MAROT demeurant 9, rue du Vallon - 29160 CROZON.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

Pour avis,
La Gérance.

En cas de déménagement pour continuer à recevoir le Cap Finistère, merci de nous préciser votre nouvelle adresse.